

Miniradiographie d'un pays de l'Est

Serenela GHITEANU

Université Pétrole-Gaz de Ploiesti, Roumanie

Abstract: The article aims at identifying the features of the communist regime, as it was built in Eastern Europe between the end of World War II and the fall of the Berlin wall in 1989. We have written a case study by taking Romania's example. Thus we have identified that the pillars of this type of totalitarian regime were the necessity to put into prison, from the very beginning, all those whom the Communist Party would consider class enemies, as they were called, the activity of political police, vital to the Party, permanently surveying citizens, the phenomenon of denunciation, dissidence, the existence of Radio Europa Liberă (Free Europe) as the unique means by which the whole people, a prisoner in its own country, could learn the truth about the regime and about the emigrant's condition. We have used written testimonies, published after 1990, for this research.

Keywords: Communism features, Eastern Europe, case study, denunciation, dissidence, totalitarianism.

A l'époque de la globalisation, le passé récent ne devrait pas être oublié: chaque nation se connaît elle-même si elle a réglé ses problèmes avec son passé récent. Jusqu'en 1989, l'Europe a été divisée entre les pays dits occidentaux, ayant des systèmes démocratiques, et les pays de l'Est, qui ont connu des régimes communistes. En Roumanie, après la chute du régime communiste en décembre 1989, une transition vers la démocratie et l'économie de marché a été entamée mais, malgré les acquis indéniables de l'adhésion de la Roumanie à l'OTAN et à l'Union Européenne, les séquelles du totalitarisme qui a duré presque la moitié d'un siècle sont encore visibles. On a beaucoup parlé des dégâts matériels provoqués par le régime communiste et moins de ceux opérés dans le corps fragile des consciences. Comme dans tous les traumatismes, la prise de conscience et l'acceptation d'une souffrance sont les premiers pas vers la guérison. Celle-ci demande, ensuite, de la volonté et de la force intérieure afin de trouver/ de se bâtir soi-même un esprit libre de toute contrainte et peur. Nous nous proposons de présenter cette spécificité des régimes de l'Europe de l'Est entre la

fin de la Seconde Guerre mondiale et la chute du mur de Berlin, en 1989, en analysant le cas de la Roumanie et en prenant des arguments dans des témoignages écrits.

La prison politique

Dans les années 50, si on ne devenait pas membre du Parti Communiste ou si l'on avait des origines dites ennemies, on risquait de disparaître, une nuit, à la suite d'une délation, dans le labyrinthe des prisons communistes. Terreur, folie, enfer, mort - tels étaient les mots-clés pour l'espace concentrationnaire et ceux qui y ont survécu ont tous porté témoignage dans ce même sens.

Dans son livre, *Salcia, un camp de la mort*, Alexandru Mihalcea refait l'histoire d'un lieu à l'aide des documents des archives et des confessions de ceux qui y sont passés. Loin des villes et des villages, sur Insula Mare de Braila, le régime communiste a fondé plusieurs camps de travail pour les détenus de droit commun, puis pour les détenus politiques. La faute des paysans qui s'y sont retrouvés incarcérés était de ne pas avoir rendu à l'Etat leurs récoltes. Les petits commerçants sont aussi pris dans ce filet et jetés en prison dans la plupart des cas sans même être jugés. Entre 1952 et 1953 la prison de Salcia est un endroit où les détenus meurent l'un après l'autre, quelques dizaines en trois mois, ce qui attire l'attention des organes de justice et mène à une enquête. Dans les papiers, les détenus semblent être morts à cause de la tuberculose, de l'occlusion intestinale, de maladies cardiaques et d'autres. Le médecin légiste est appelé à constater le décès quelques jours après que celui-ci s'installe et il peut voir sur les cadavres la trace de coups violents. Pourtant, on ne procède pas à une autopsie et l'un des détenus, mort par balle, est accusé d'avoir voulu s'évader alors qu'il avait été fusillé dans le périmètre de la prison. L'un des détenus, Dr. Rizeanu prend le risque de tenir un cahier dans lequel il note le fait que ses camarades de souffrance étaient cruellement battus, ce qui entraînait la mort. Les officiers coupables reçoivent une peine modeste de prison dont ils n'arrivent à exécuter ni même une année car ils sont libérés par le nouveau ministre de l'Intérieur, le fameux Alexandru Draghici. Les coupables sont même dédommagés et remis en fonction ailleurs.

La violence physique avait comme but l'extermination du détenu: pendant qu'il était torturé, on lui chantait un chant funèbre traditionnel, rituel qui ne manque d'aucun enterrement.

Un hiver rude, les détenus doivent travailler presque nus et déchaussés. La norme de travail était impossible à accomplir et le soir, une fois qu'ils rentrent de leur galère, ils sont obligés de subir des coups de fouet et ils font même la queue en attendant le supplice. Emil Capraru, ex-détenu à Salcia, se souvient qu'ils rêvaient tous de nourriture, tout le temps, et qu'ils ne parlaient que de cela.

La violence physique n'a pas été un phénomène isolé, elle est présente dans toutes les prisons politiques, qui ont cessé d'exister, officiellement, en 1964. Quelques millions de Roumains: paysans, prêtres, jeunes intellectuels, anciens militaires y ont péri parce qu'ils étaient perçus comme ennemis de classe, parce qu'ils avaient refusé de rendre à l'Etat leurs récoltes, parce qu'ils avaient critiqué en privé le régime

communiste ou à la suite d'une dénonciation. Après 1964, au lieu d'être encore incarcérés, les Roumains ont vécu dans une immense prison, le pays entier, avec les frontières fermées, l'interdiction de s'exprimer librement et un système de surveillance des citoyens bien redoutable et efficace.

Dénoncer. Un cas extrême

Aucun système totalitaire ne peut se passer de la collaboration des citoyens qui entendent devenir les complices du Mal. Il y a plusieurs types de délateurs: ceux qui le font parce qu'ils veulent obtenir un statut privilégié dans la société, ceux qui ont de la haine envers certains de leurs collègues, ceux qui cèdent à la pression des autorités ce qui fait qu'il faudrait traiter cas par cas ce phénomène. Toujours est-il que si l'on voulait ne pas collaborer avec la police politique on pouvait refuser.

Le livre *Le cas « Arthur » et l'exil roumain. Ion Caraion dans les documents des Archives CNCS* contient le dossier de délateur et d'agent d'influence de l'écrivain Ion Caraion. Celui-ci est une figure controversée parce qu'avant de devenir collaborateur, il avait fait de la prison pendant onze ans, dans les années 50, et on lui avait offert la liberté contre le statut de délateur. Il reçoit un nom de code et il rédige périodiquement des rapports jusqu'en 1981, quand il quitte le pays et s'établit en Suisse. Dans ses visites en Occident, Caraion est auréolé par son expérience de prison et la diaspora n'a aucune idée qu'elle se trouve en face d'un agent d'influence.

La lecture des rapports rédigés par Caraion relève le fait que l'écrivain a souffert de ce qu'on appelle en psychologie le syndrome Stockholm. Tous les symptômes y sont présents chez lui: à la suite d'un trauma profond (l'incarcération), la victime, qui avait subi le danger de mort et l'isolement, passe de l'autre côté et transfigure la personne de son bourreau, surtout si son abuseur se montre poli et généreux. La victime fait un pacte avec l'agresseur et acquiert la vision du monde de celui-ci d'une manière surprenante. Elle victime n'a plus besoin d'indications et elle fait au mieux le travail de son agresseur, elle emprunte le discours de celui-ci et le reproduit tel quel: la délation ne serait pas un acte ignoble mais un acte patriotique, étant donné qu'elle vise les ennemis du peuple. Caraion arrive même à donner des conseils, des suggestions aux officiers de la police politique, afin d'améliorer leur travail!

En Occident, à travers ses visites, Caraion essaie de modifier la pensée des figures brillantes de la diaspora roumaine. Ce qui choque dans ses rapports écrits, c'est le fait qu'il fait le plus de mal à ses amis, dont Virgil Ierunca, qui vivait à Paris et travaillait pour Radio Free Europe. Caraion éprouve le plus grand ressentiment envers le dissident Paul Goma. Celui-ci avait été battu par la police politique de Ceausescu et Caraion ose affirmer que la violence contre l'écrivain était un mensonge.

Le syndrome Stockholm s'allie donc chez Caraion à un mauvais caractère, au ressentiment, à l'excès de zèle. Dans le style de ses rapports écrits il y a beaucoup de haine et de l'abjection. C'est la preuve du pouvoir de destruction de ce système communiste mais aussi la preuve qu'il remportait du succès surtout auprès des pires caractères. Lorsqu'il a voulu se faire une nouvelle vie, en 1982, Caraion déclare dans un

entretien, à Berne, que les citoyens roumains étaient obligés de devenir délateurs, mensonge qui devrait lui assurer une vie tranquille au sein du capitalisme qu'il avait tant attaqué avant.

Surveiller, mille fois surveiller

En lisant le volume *Constantin Noica dans les archives de la Securitate*, le lecteur pourrait penser tout de suite au monde kafkaïen, où l'individu est en proie aux représentants du Pouvoir, comme s'il était captif dans une toile d'araignée.

Le philosophe roumain avait passé six ans en prison, à la suite du procès Noica-Pillat, un groupe d'intellectuels accusés d'avoir reçu et commenté ensemble des textes provenus de Cioran, exilé à Paris. Entre 1949 et 1958, Noica subit une assignation à domicile, à Campulung-Muscel. Le volume comprend des documents d'archives, de 1965 à 1978, et ne reproduit qu'une faible partie de ces documents. Le dossier dont l'objectif de surveillance a été Noica est beaucoup plus ample. Les raisons pour lesquelles Noica a tellement intéressé la Securitate réside d'abord dans le fait que celui-ci avait sympathisé dans sa jeunesse avec l'extrême-droite et ensuite parce qu'il gardait une modeste correspondance, complètement apolitique, avec ses amis de jeunesse Mircea Eliade, Cioran, Monica Lovinescu et Virgil Ierunca, tous exilés en Occident avant l'installation du régime communiste. Il est donc perçu comme un éternel ennemi de classe. Echappant à la peine de vingt-cinq ans de prison et libéré en 1964, avec tous les autres détenus politiques du pays, à la suite de la pression faite par l'Occident, Noica est âgé alors de cinquante-cinq ans. Bien qu'il ait le droit de publier des livres, la liberté de Noica est partielle et il le sait très bien. Ses projets culturels semblent pourtant menaçants pour la police politique et c'est pour cela aussi qu'il est constamment surveillé, que sa correspondance est donc ouverte et ses conversations téléphoniques enregistrées. Dans la station de ski Paltinis, où le philosophe se retirait dans une cabane, il est aussi poursuivi par les officiers de la Securitate. Ses débats philosophiques avec Gabriel Liiceanu, Andrei Plesu, Thomas Kleininger, Sorin Vieru, Victor Ieronim Stoichita sont transcrits avec minutie.

Noica était loin d'être une menace pour le système communiste mais l'acharnement de la police politique à se trouver en permanence sur ses pas montre combien un système totalitaire prend soin à ne laisser à ses individus ni même un mètre carré d'espace libre. Ceux qui écrivaient des rapports sur Noica étaient, à part des officiers qui faisaient leur travail de surveillance, des gens qui le rencontraient professionnellement, qui étaient serviables avec lui, qui gagnaient sa confiance.

Un lecteur jeune de nos jours serait peut-être choqué par la discordance entre le poursuiveur et le poursuivi: le soi-disant l'objectif est un homme âgé, traumatisé par les années de prison, animé seulement par le désir de créer une école de philosophie. C'est un esprit qui ne rêve que de l'espace pur de la culture qui pour lui, ancien détenu politique, ne doit surtout pas se mêler de la politique. Et pourtant les officiers de la Securitate sont présents, cachés, jusqu'à son enterrement, en 1987.

L'opposant au régime

Un professeur de français de Cluj-Napoca s'opposait dans les années 80 à Ceausescu et à son régime. Son nom: Doina Cornea. Elle écrit une lettre ouverte à Ceausescu, lettre lue au poste Radio Free Europe, elle diffuse des tracts dans la ville. Elle est incarcérée, puis libérée et assignée à son domicile. Ce qui nous intéresse dans son livre *Journal. Les derniers cahiers*, c'est son Journal tenu entre 1988-1989. Doina Cornea ne se réfugie pas dans l'écriture pour oublier des officiers de la Securitate qui veillaient sa maison et qui parfois, quand bon leur semblait, lui interdisaient même d'en sortir. Ceux-ci sont à peine présents dans les pages du Journal. La situation-limite que vit Doina Cornea la fait se remémorer son enfance et sa jeunesse. Autrement dit, lorsque la Securitate la harcèle, cette femme évoque les figures de ses parents, de ses êtres chers qui lui donnent de la force morale. Un exercice mental soutenu par sa foi en Dieu. Elle n'a aucun regret pour ses actes et remarque le fait qu'elle a eu à apprendre ce courage, à travers le temps. Le courage s'éduque, dit-elle, et il lui faut de la volonté et une cause importante.

Doina Cornea est gagnée par la peur quand, sa vie étant en danger, le sens de sa révolte serait lui-aussi en danger : dans une rue déserte, elle a peur que les officiers de la Securitate, qui la suivaient, ne la tuent, sans témoins, donc sans la possibilité que l'opinion publique apprenne la vérité, par la suite. La seconde fois où elle a peur, c'est lorsqu'elle craint le sort de son fils, Leonard, qui l'avait aidée à la fabrication des tracts et à leur diffusion. Son fils, qui était marié et avait deux petits enfants, sera lui aussi arrêté en 1989, puis relâché et licencié de son lieu de travail.

Une pédagogie du courage en vue de la dignité nous offre Doina Cornea. Reste impressionnant l'éloge qu'elle fait de la Mémoire et de l'Espérance, des piliers sur lesquels on devrait fonder le temps présent. Selon elle, la Mémoire devrait faire revivre les grandes consciences du passé. Elle pense aussi que les choix que nous faisons montrent notre qualité humaine et que notre destin intérieur a des conséquences sur la toute la société.

A l'exception de quelques dizaines de personnes, des gens ordinaires dont personne ne parle plus, les Roumains ne se sont pas solidarisés avec Doina Cornea, par peur, comme ils ont été aussi peu nombreux à se solidariser avec Paul Goma ou avec Radu Filipescu. Le mouvement des mineurs de la Vallée de Jiu, en 1977, et celui des ouvriers de Brasov, en 1987, n'ont pas connu la solidarité. (Ils ont eu surtout des revendications professionnelles). L'opposant roumain est un combattant qui lutte seul.

La voix de la vérité

Il est difficile d'expliquer à ceux qui n'ont pas vécu pendant le communisme ce que signifiait la magie d'un poste de radio qui, plus de vingt ans auparavant, bien que capté avec des hauts et des bas, était si subversif que l'on ne pouvait pas avouer de l'écouter à quelqu'un à qui l'on ne faisait pas totalement confiance, parce qu'on risquait de perdre sa liberté. Radio Free Europe était écouté avec peur et ravissement en égale mesure. Ce poste de radio rassemblait chaque soir autour de ses programmes politiques

des millions de Roumains qui avaient un besoin vital d'entendre la vérité sur le régime communiste et leurs vies.

Fondé en 1950 par le gouvernement des Etats-Unis, Radio Free Europe était transmis depuis l'Allemagne de l'Ouest, de Munich, avec des programmes dans toutes les langues des pays communistes de l'Europe de l'Est. Son action d'information et de commentaire a été considérée si dangereuse par les régimes communistes que plusieurs attentats ont eu lieu contre les réalisateurs des émissions de ce poste.

Gabriel Andreescu et Mihnea Berindei ont édité un livre qui comprend une sélection des lettres reçues par le poste de radio, dans la section roumaine: *La dernière décennie communiste. Lettres à L'Europe Libre. 1979-1985*. Ceux qui ont envoyé des lettres au poste de radio étaient des citoyens divers: ceux qui étaient établis en Occident peuvent signer de leur nom, ceux qui vivaient en Roumanie et envoyaient leurs lettres par l'intermédiaire d'un touriste étranger, ne peuvent pas le faire. Le contenu de ces lettres révèle sans exception les mécontentements des Roumains envers les conditions de vie du temps de Ceausescu: le manque des aliments et de l'eau chaude, les coupures d'électricité, le manque de médicaments et jusqu'au culte des époux Ceausescu. Pour quelques minutes, tant que durait la lecture de leur lettre, ces Roumains gagnaient un peu d'espace de liberté d'expression. Une autre n'était pas possible.

La condition de l'émigrant

On avait l'habitude pendant le régime communiste de dire que ceux qui réussissaient à quitter définitivement le pays pour s'installer en Occident se trouvaient dans le monde libre (*lumea libera*, en roumain). En Roumanie, on les voyait comme les heureux rescapés d'une prison, bénéficiaires désormais d'une nouvelle vie en liberté et prospérité. La liberté et la prospérité étaient réelles mais le prix qu'ils payaient en retour, leur nostalgie pour leurs proches, laissés en Roumanie et qu'ils ne comptaient plus revoir un jour, la nostalgie de leur pays d'origine, cela semblait moins évident.

Pia Pillat est la fille du poète Ion Pillat et elle a quitté la Roumanie en 1946. Elle a vécu aux Etats-Unis, puis à Londres, enfin, elle a épousé un Anglais et a vécu le reste de sa vie tantôt à Birmingham tantôt à la campagne, dans un *cottage*. La correspondance avec sa famille restée en Roumanie a été réunie dans le volume *L'âme ne connaît pas les distances*.

Si pour la fin des années 40 seules les lettres de la famille Pillat, de Bucarest, sont publiées, parce que celles de Pia ont été détruites, par peur d'une perquisition à leur domicile, à partir des années 50 les lettres écrites par Pia sont présentes dans le volume. Dans la correspondance de la fin des années 40 il y a des noms et des adresses faux et les correspondants ne font pas appel à la poste régulière, qui était censurée et ils envoyaient leurs lettres à l'aide de citoyens étrangers, aux adresses des parents établis à Paris depuis plus longtemps. Ils se cachent parce que l'époque de la terreur avait commencé, comme le dit le frère de Pia, Dinu Pillat. La mère de Pia subit un mois de prison, ensuite assignée à domicile à Miercurea-Ciuc. La famille Pillat est dépossédée de tous ses biens par le régime communiste et, à un moment donné, ils sont obligés de

vendre de leurs objets personnels pour survivre et de partager leur maison avec des inconnus, à qui ils doivent louer une partie de leurs pièces.

La deuxième vague d'arrestation n'épargne pas le frère de Pia. Dinu Pillat restera en prison cinq ans, entre 1959 et 1964. Animée par un amour immense envers sa famille, Pia lui écrit tout le temps, en essayant de détruire les frontières fermées: elle écrit quand elle voyage, quand elle est à la campagne, elle raconte tous les menus détails de sa vie quotidienne. Leurs retrouvailles auront lieu à peine en 1965, vingt-et-un an après leur séparation. D'autres familles n'ont pas eu cette chance: des parents sont morts avant de revoir leurs enfants émigrés ou de connaître leurs petits-fils. Pendant quatre décennies, les lettres des membres de la famille Pillat brûlent de leur amour insatisfait, comme des ponts fragiles à travers l'Europe, de l'Ouest à l'Est.

Le rideau de fer qui s'est dressé entre l'Europe de l'Ouest et celle de l'Est a été détruit en 1989, avec la chute des régimes communistes. Nous nous sommes proposé d'esquisser les traits caractéristiques de ce type de régime, en prenant comme exemple le cas de la Roumanie. Ces pays qui ont connu le communisme ne peuvent pas rattraper ce qu'on a appelé l'écart de civilisation par rapport à la civilisation occidentale. En fait, il n'y a pas seulement un écart, dans le sens de retardement, mais aussi une transformation radicale de l'organisation profonde de la société et la perte du sens de la liberté, du sens civique pour ceux qui ont vécu le totalitarisme pendant plus de deux générations. Le post-communisme, que nous vivons de nos jours, possède lui aussi une spécificité mais cela est une autre (H)histoire.

Bibliographie

Andreescu, Gabriel & Berindei, Mihnea, *Ultimul deceniu comunist. Scrisori către Europa Liberă. Vol. I. 1979-1985*, Iasi, Polirom, 2010.

**Cazul « Arthur » și exilul românesc. Ion Caraion în documentele arhivei CNCAS*, Bucuresti, Ed. Pro Historia, 2006.

Cornea, Doina, *Jurnal. Ultimele caiete*, Bucuresti, Bucuresti, Fundatia Academia Civică, 2009.

Mihalcea, Alexandru, *Salcia, un lagăr al morții*, Bucuresti, Ed. Ex Ponto, 2007.

**Constantin Noica în arhivele Securității*, Bucuresti, Humanitas, 2009.

Pillat, Pia, *Sufletul nu cunoaste distantele*, Bucuresti, Humanitas, 2009.